

INFO



**DANS LES
RUES DE DOHA,
LE 11 OCTOBRE
DERNIER.**



Qatar **DROITS DANS LE MUR?**

*Sur les droits de l'homme en général,
et sur celui des femmes en particulier,
LA COUPE DU MONDE de football,
qui débute le 20 novembre, sera-t-elle
le coup d'envoi d'un changement?*

PAR HÉLÈNE GUINHUT

Choix du sélectionneur, arbitrage vidéo, salaires des joueurs...

À chaque Mondial, avoir une opinion sur ces débats footballistiques suffit à occuper les apéros d'avant-match. Le choix du Qatar pour accueillir l'événement a réorienté les discussions, reléguant le ballon rond au second plan, derrière les questionnements liés aux droits humains ou à l'environnement. En amont de la compétition, des ONG comme Amnesty International ou Human Rights Watch ont alerté sur les milliers de migrants blessés ou décédés après avoir travaillé sur les chantiers. Désormais, c'est toute la situation relative aux droits humains au Qatar qui est scrutée par la communauté internationale. En matière de droits des femmes, le pays du Golfe est loin d'être exemplaire. En mars 2021, Human Rights Watch avait dressé un état des lieux dans un rapport détaillé. Pour

Rothna Begum, chercheuse auprès de la division Droits des femmes au sein de l'ONG, nous sommes bien loin de l'égalité : « Nous avons constaté que les femmes doivent obtenir l'autorisation de leur tuteur masculin pour se marier, étudier grâce à des bourses du gouvernement, travailler dans la plupart des emplois gouvernementaux, voyager à l'étranger jusqu'à 25 ans – au-delà, les hommes peuvent leur imposer une interdiction de voyager sans même qu'elles en soient informées – et pour avoir accès à des soins de santé reproductive. Ce système, qui refuse aux femmes de prendre des décisions en toute indépendance, leur retire aussi l'autorité parentale sur leurs enfants, y compris lorsqu'elles sont divorcées et en ont légalement la garde. Tout ça les expose à des violences. »

L'attribution de la Coupe du monde en 2010 aurait pu entraîner des progrès considérables.

Douze ans plus tard, le bilan est plus que décevant. Selon Human Rights Watch, le seul progrès notable a été l'autorisation pour les femmes qatariennes, en janvier 2020, de passer leur permis de conduire sans l'accord de leur tuteur masculin (progrès qui ne concerne pas les femmes étrangères vivant dans le pays). Alors que l'émirat se targue d'être le pays arabe où le taux d'emploi des femmes est le plus élevé, en réalité « il y a plus de femmes diplômées que d'hommes, mais le taux d'emploi des femmes reste deux fois moins élevé que celui des hommes, précise Rothna Begum. Les emplois gouvernementaux, vers lesquels beaucoup de citoyens qatariens se tournent, sont aussi ceux qui discriminent le plus les femmes. Le secteur privé leur est plus favorable ».



DES SUPPORTERS
KOWEÏTIENS, EN
2019, DANS UN STADE
À DOHA.

Alors qu'ONG et journalistes d'investigation alertent sur les conditions de travail et de vie des ouvriers, ainsi que des agents de sécurité migrants employés sur place, les migrantes, elles, ne sont pas épargnées. Dans les hôtels, restaurants, centres commerciaux et autres infrastructures du pays, elles sont nombreuses à occuper des emplois de service. « Elles font face aux mêmes problèmes que les ouvriers masculins, explique Rothna Begum. Même si, en théorie, c'est illégal, elles aussi doivent payer des frais pour obtenir un visa leur permettant de travailler, et se retrouvent donc endettées. Elles sont exposées à des retards de paiement, à des salaires inférieurs à ce qui était convenu ou qui ne sont pas versés pendant des mois. » Elles sont logées par leurs employeurs dans des chambres collectives exiguës et insalubres. « Et elles sont soumises à un couvre-feu, une règle qui ne s'applique pas aux hommes. Les femmes qui travaillent pour des entreprises de nettoyage se retrouvent confinées dans leur logement. Elles sont aussi contraintes de prendre des minibus qui les conduisent d'une maison ou d'un bureau à un autre. Dans les faits, elles sont privées de leur liberté de mouvement », alerte Rothna Begum.

D'après des témoignages réunis par Human Rights Watch, ces travailleuses sont également exposées aux violences sexuelles, courantes dans l'hôtellerie, où managers, collègues et clients profitent de leur position dominante. Venues dans le pays en quête d'un emploi prétendument rémunérateur, ces migrantes sont aussi recrutées comme employées domestiques. Dans le huis clos des maisons de leurs employeurs, où elles sont souvent logées, les violences qu'elles

"IL N'EXISTE AUCUNE ORGANISATION INDÉPENDANTE POUR LES *droits* DES FEMMES DANS LE PAYS."

ROTHNA BEGUM, DE HUMAN
RIGHTS WATCH

BOYCOTTER OU PAS ?

POUR LA JOURNALISTE INDÉPENDANTE ANNE-LAURE BONNET, QUI A TRAVAILLÉ PLUSIEURS ANNÉES POUR LA CHAÎNE BEIN SPORTS, L'ÉVÉNEMENT SPORTIF POURRAIT ÊTRE UNE TRIBUNE.



ELLE. En tant que spectatrice, faut-il boycotter cette Coupe du monde ?
ANNE-LAURE BONNET. C'est très difficile. Même Amnesty International n'est pas en faveur du boycott. C'est une bonne chose que cette Coupe du monde mette au jour les conditions de travail au Qatar.

Sans cette compétition, nous n'aurions peut-être jamais su la manière dont étaient traités les migrants. Selon moi, il est important de soutenir les associations qui travaillent sur ces questions, comme Amnesty International. Surtout, il faut continuer à en parler.
ELLE. À quoi pourront accéder les journalistes sur place ?
A.-L.B. On ne sait pas encore. Qu'auront-ils le droit de faire ? Où auront-ils le droit d'aller ? La surveillance existera, c'est sûr, et l'Union des journalistes de sport en France

essaie de demander des garanties sur la sécurité des journalistes. Les femmes journalistes devraient avoir les mêmes accès que les hommes. J'ai travaillé au Qatar et, en tant que femme occidentale, je n'ai jamais senti de restrictions.

ELLE. Le traitement médiatique dépassera-t-il, selon vous, l'enceinte des stades ?

A.-L.B. J'en suis persuadée. Le journal « L'Équipe » l'a toujours fait et, dès 2013, « France Football » avait publié un numéro spécial « Qatargate ». La jeune génération de journalistes sportifs est très sensible à ce qui se passe en dehors du sport.

À la télévision, c'est plus compliqué.

Les chaînes ont payé une fortune pour diffuser les matchs, c'est donc très difficile pour les journalistes d'être critiques.

ELLE. Avez-vous un souhait à formuler pour cette Coupe du monde ?

A.-L.B. J'attends qu'un footballeur qui remporte la finale s'exprime. Et que les joueurs se mettent d'accord pour reverser une partie de leurs primes afin de soutenir les travailleurs et les familles des ouvriers décédés sur les chantiers. Certains, comme Kylian Mbappé, reversent toujours leurs primes à des associations et, s'ils se mettaient d'accord, ce serait un coup d'éclat.



HAPPY HEARTS
Façonné en or éthique

Chopard

THE ARTISAN OF EMOTIONS – SINCE 1860*

*CHOPARD – ARTISAN DE VOS EMOTIONS – DEPUIS 1860

E-boutique: chopard.fr

● ● ● subissent sont dissimulées des regards. Dans un rapport publié en octobre 2020, Amnesty International donnait la parole à une centaine d'entre elles. Passeports confisqués par leurs employeurs, horaires de travail démesurés (parfois plus de dix-huit heures par jour), privations de jours de congé, humiliations, violences sexuelles... Ces récits mettent en lumière une forme d'esclavage moderne bien loin des avancées législatives de 2017 mises en avant par le pays pour encadrer les conditions de travail.

L'organisation d'une compétition sportive d'une telle ampleur pourrait-elle créer un électrochoc ? La réponse n'est pas tranchée. Pour Carole Gomez, directrice de recherche associée en géopolitique du sport à l'Iris (Institut de relations internationales et stratégiques), « l'argument selon lequel la pression médiatique, politique et diplomatique serait telle qu'elle ferait changer les choses a été très largement entendu à l'occasion des J.O. de Pékin, en Chine, en 2008, de Sochi, en Russie, en 2014, ou avec le Dakar organisé depuis 2020 en Arabie saoudite. Mais si l'on fait le bilan, on se rend compte que les droits humains n'ont clairement pas progressé ». Le cas du Qatar pourrait être légèrement différent. « Le pays est très vigilant sur sa réputation et, sur un certain nombre d'affaires, les autorités n'hésitent pas à répondre aux accusations. Sur certains sujets, il a pu y avoir des avancées ou un tout début de prise de conscience », ajoute la chercheuse.

À l'approche de la cérémonie d'ouverture, des joueurs ont pris la parole. L'équipe d'Australie,

qui affrontera la France le 22 novembre, a publié sur les réseaux sociaux une vidéo appelant au respect des droits des travailleurs migrants et à la dépenalisation des relations homosexuelles. Hummel, l'équipementier de la sélection danoise, a prévu un troisième maillot entièrement noir pour rendre hommage aux travailleurs migrants ayant construit les stades. En France, la Fédération française de foot souhaite la création d'un fonds d'indemnisation pour les ouvriers victimes d'accidents. Au Qatar, les prises de parole en faveur des droits humains, et en particulier des droits des femmes, devraient être plus rares. « Il est très difficile pour les Qataris de se mobiliser, les autorités entravant la création de toute organisation politique. Aujourd'hui, il n'existe pas d'organisation indépendante pour les droits des femmes dans le pays », souligne Rothna Begum. Difficile aussi d'imaginer des mobilisations sur les réseaux sociaux tant la parole y est surveillée. « Celles qui ont essayé de dénoncer la situation ont reçu des avertissements des services de cybersécurité et ont dû signer une déclaration affirmant qu'elles cesseront de parler des droits des femmes dans le pays », ajoute-t-elle. Une fois la finale terminée, le

18 décembre, ce qui se passera après la compétition sera primordial. « Comme il n'y aura plus ce moyen de pression, comment s'assurer qu'il n'y aura pas de backlash, soit un violent retour en arrière ? » s'alarme Carole Gomez. Il s'agira donc de garder un œil sur le Qatar, tout en regardant vers l'Arabie saoudite voisine, pays choisi pour accueillir les Jeux asiatiques d'hiver en 2029... ●

“SUR CERTAINS SUJETS, IL Y A PU AVOIR DES avancées OU UN TOUT DÉBUT DE PRISE DE CONSCIENCE.”

CAROLE GOMEZ, CHERCHEUSE À L'IRIS



L'ÉQUIPE D'ALLEMAGNE, CHEZ ELLE, EN 2021, AVANT UN MATCH POUR LA QUALIFICATION AU MONDIAL.

TOBIAS SCHWARZ/AFP